

ABONNEMENTS:

Canada et Etats Unis - - \$1.00

Union Postale - - - - \$1.50

Directeur: HECTOR HEROUX

DIEU ET MON DROIT

L'Oeuvre de la Colonisation

Nos ancêtres, qui avaient projeté l'établissement d'une nouvelle France en Amérique, étaient des hommes de foi et d'action. Etendre la civilisation chrétienne dans un monde nouveau, agrandir même le prestige de la France toute puissante, tel était l'objet des entreprises qu'ils poursuivirent sans relâche pendant un siècle et demi.

Pour exécuter leurs desseins, nos ancêtres durent coloniser, c'est-à-dire transporter sur une terre sauvage une population civilisée. On imagine difficilement les obstacles sans nombre et les sacrifices de toutes sortes que comportait cette œuvre de colonisation. N'était-ce pas s'assujettir aux rigueurs d'un climat glacial, affronter les hostilités de féroces Indiens, confier sa survivance à un sol encore tout couvert de forêts? N'était-ce pas l'isolement, les inquiétudes d'une vie périlleuse, la certitude d'un travail pénible et ingrat?

Mais des hommes trempés de foi ne reculent pas devant les sacrifices; des hommes entraînés au devoir s'attachent d'autant plus à leur œuvre qu'elle exige de labeurs et de souffrances. Aussi, dans les fibres profondes de l'âme de nos pères, se trouvait-il une force qui leur donnait l'énergie nécessaire pour accomplir leur mission, tout en sachant que les arbres de l'île de Montréal devraient-ils se changer en autant d'Iroquois.

Dans la colonisation, c'est-à-dire, dans la vente de Missionnaires et de colons français, dans le défrichement du sol et l'établissement de paroisses, nos pères voyaient les moyens les plus propres à assurer la conversion des sauvages et les conditions essentielles de l'existence d'une France nouvelle. Ils avaient commencé d'entreprendre, non pas une œuvre matérielle et passagère, mais une œuvre de vie — de vie spirituelle et nationale.

A nous, les descendants de ces colons pionniers, revient la tâche de continuer, d'assurer et de parfaire l'œuvre de civilisation chrétienne et française dont ils ont jeté les bases sur ce sol d'Amérique.

Il n'y a plus de Nouvelle-France, mais il y a le Canada, avec ses survivances françaises. Ce que sera ce pays, au point de vue canadien-français, dans vingt-cinq et cinquante ans, dépend de l'usage que nous ferons de la vitalité de notre race.

Un nombre de quelques milliers les Français d'Amérique surent découvrir et conquérir l'immense territoire qui forme la Péninsule du Canada. Un nombre de quelques centaines de milliers, ils ont retranchés solidement dans la Québec, ils ont refait l'Acadie, se sont répandus dans les Etats-Unis du Nord, et ont pris pied dans l'Ontario et l'Ouest Canadien.

A l'heure où nous commençons à compter notre population par millions, allons-nous en laisser l'Épave à l'hasard, ou bien chercherons-nous à le rendre plus profitable de diriger nos forces d'expansion vers des régions qui deviendront tôt ou tard des points stratégiques?

Le temps n'est-il pas venu pour tous les groupes de la race française au Canada et aux Etats-Unis de s'étudier, de se peser, de se composer, de se consulter, de s'entraider et de se lier pour faire de la colonisation une question nationale de première importance?

La race canadienne-française réclame le droit de vivre et de se développer partout où elle a pénétré avant la Confédération. Elle a acquis dans les Provinces Maritimes, dans l'Ontario et dans l'Ouest Canadien des droits de première importance. Mais ces droits entraînent avec eux des devoirs qui appartiennent à la race toute entière de remplir sans retard.

A notre droit de vivre se rattache le devoir de nous multiplier, d'augmenter notre force numérique pour nous assurer une indépendance relative vis-à-vis des autres groupes nationaux. A notre droit de nous développer se rattache le devoir de mettre en réserve les forces nécessaires pour écarter les obstacles qui s'opposent à notre existence comme groupe ethnique distinct.

La race canadienne-française, prise dans son ensemble, ne peut donc pas rester indifférente aux moyens à prendre pour assurer la vie et le développement normal de chaque groupe de langue française.

La place forte de notre race, c'est la province de Québec. — Le groupe le plus disséminé et le plus éloigné, c'est le groupe de l'Ouest Canadien.

Nos compatriotes de la province-nord ont-ils des raisons de se sentir en danger? Le nombre des Canadiens-français groupés entre les grands lacs et les Montagnes Rocheuses?

Doivent-ils, alors que les terres sont offertes aux premiers venus, et que le pays n'est pas encore à demi exploité, venir faire leur part de colonisation?

C'est là la question intéressante que nous traiterons la semaine prochaine.

Les Modes Féminins

Sa Grandeur Monseigneur l'Archevêque de Montréal, dans une circulaire à son clergé, se prononce énergiquement contre certaines modes féminines du jour. « Ces modes, écrit-il, n'y a pas à le nier, méconnaissent les principes de la morale chrétienne. En dépit de tous les avertissements donnés, elles persistent. Elles s'étendent partout. On dirait qu'elles sont admises comme très convenables au sein de la société et qu'elles sont entrées dans les mœurs. »

L'Action Catholique, commentant ces paroles, appelle les modes une plaie économique, une plaie morale, une plaie aussi humiliante et ridicule que dégoûtante.

Tout cela est de nature à faire réfléchir un certain nombre de nos jeunes filles catholiques qui tendent à imiter celles qui ne les valent pas. Sans prétexte de faire comme les autres, elles s'affublent de toilettes extravagantes et scandaleuses, de toilettes que doivent réprouver leur bon sens et leur conscience. Malheureusement, si on les trouve même des mères et des sœurs de voir leurs filles ainsi parées dans la société, qu'elles sont les premières à les encourager dans la voie du déshonneur et de l'immoralité.

Il y a un manque de goût esthétique dans certaines toilettes, pour imposer, l'art peut en souffrir, mais le moral; mais qu'une jeune personne honnête et qui tient à passer pour telle s'exhibe en public avec des décolletages familiers aux femmes légères, c'est, tout ce que chose d'insupportable et de déplorable. En effet, tous les

hommes gens sont inclinés à porter sur elles un jugement défavorable. La généralité des hommes juge sur les apparences et si les apparences sont mauvaises, tant pis pour celle qui se met en cause.

La simplicité et la modestie ont toujours été et sont encore la plus belle ornement de la femme chrétienne. Le bon saint Grégoire de Sales disait à sa Philote: « Tenez-vous toujours tant qu'il vous sera possible du côté de la simplicité et de la modestie, qui est sans doute le plus grand ornement de la beauté et la meilleure excuse pour la laideur. »

Du reste, si la femme veut être respectée, il faut d'abord qu'elle se montre digne du respect; et elle ne le mérite pas quand ses toilettes sont une invitation à la licence et à la débâche.

Nos jeunes Canadiennes-françaises ne doivent pas se laisser prendre au débordement de matérialisme grossier qui menace d'enlaidir toute la société. Leur idéal doit être de cultiver et de conserver les vertus de modération et de modestie qui ont toujours orné nos pères; et ce n'est pas dans l'imitation des actrices et des mondaines qu'elles trouveront les énergies qui les rendront aptes à remplir ce devoir. Le dévouement, l'honnêteté, la piété et la vertu demeurent dans l'esprit de sacrifice, le renoncement aux plaisirs du monde, la fuite de tout ce qui rabaisse à nos propres yeux et à ceux du prochain.

Si nos jeunes filles comprenaient tout ce qu'il y a de ridicule, d'immoralité et de déshonneur dans les modes du jour, si elles comprenaient qu'elles doivent chercher à briller plus par les vertus de la langue et de leur cœur que par l'éclat et l'éclat des vêtements, nous aurions l'assurance qu'elles pratiqueraient plus les vertus sociales et domestiques qui ont toujours été la gloire de nos mères canadiennes-françaises.

Un Crime de Lèse Majesté

Le croira-t-on? La chose est tellement renversante, que j'hésite à la dévoiler ici. Amis lecteurs, laissez bien sécher et voyez si vous n'êtes pas coupable du crime dont je vous parle!

Vous connaissez sans doute, L., cette paroisse dont l'espérance d'initiative et le savoir-faire, lui ont valu d'être donnée comme exemple à toutes nos paroisses canadiennes-françaises du Manitoba? Eh! bien, imaginez-vous qu'à L., on n'aime pas notre belle langue française. J'entends déjà crier au mensonge, à la calomnie! L. n'a pas de calomnie; il y a tout au plus une légère médisance, dont je ne m'accuserai pas d'ailleurs. Amis lecteurs, soyez mes juges!

Quand on aime la langue, on aime à s'en servir n'est-ce pas? On désire toujours lui voir donner la place d'honneur. Si dans les relations commerciales ou autres on lui substitue la langue anglaise, on ne lui fait certes pas honneur. C'est donc dire qu'on ne l'aime pas! Voilà précisément ce qui arrive à L. En effet, si en parcourant le village, vous vous donnez la peine de lire les réclames et les enseignes à la façade et dans les vitrines des magasins et des boutiques, sur seize que vous rencontrerez il y en aura tout au plus trois écrites en français. Les autres? En anglais et en anglais seulement, à l'exception du nom du boutiqueur qui très souvent n'est pas traduit parce qu'il est trop français. Pour vous consoler vous arrivez dans la salle académique de l'hôtel-de-ville (une vaste salle, où toute la population peut venir applaudir avec enthousiasme une comédie française, jouée par des Canadiens-français) vous êtes avec un théâtre qui ferait envie à bien des salles destinées à cela fin dans les villes), et vous lisez sur le rideau, vingt-cinq réclames dont six seulement sont rédigées en français. Et cela se passe au sein d'une population aux neuf-dixièmes canadienne-française. Dites, amis lecteurs, n'est-ce pas là un crime de lèse-majesté envers Sa Majesté la Langue Française?

Eh! bien vous qui avez commis ce crime, vous n'avez pas droit de faire insulte à Sa Majesté la Langue Française. Et vous qui avez laissé faire sans protester, vous mériteriez d'être flagellés, pour ne servir du mot d'un de nos députés si français, non du grand débât sur le fameux projet de loi, devenu depuis la Loi Thornton.

Il vous reste à réparer!

M. MONTVILAGE.

Aux Communes

Mardi, le 30 janvier

Le débat sur l'adresse a pris fin aujourd'hui. Le discours de M. Hughes a fort ému les esprits et a donné lieu à une discussion de sensation. L'ancien ministre de la Milice s'est contenté de défendre ses actes et sa conduite en Angleterre. Des ses premiers mots, il a blâmé sir Wilfrid Laurier et le premier ministre de ne pas avoir, le premier, repudié la candidature de M. Cannon, le second, de ne pas avoir dénoncé les principes énoncés par Blomfield et Séguin. On lui a suggéré de profiter de l'occasion pour se venger de ceux qu'on lui a intrigué contre lui et l'ont obligé à quitter le cabinet. Il n'en a rien fait. Il affirme de nouveau que les Alliés ont surtout besoin d'hommes et de munitions. La production agricole doit être au second rang. L'Angleterre doit avoir le contrôle de ses soldats, mais elle n'a aucun droit d'exercer un contrôle sur les troupes canadiennes. En somme, il n'y a pas eu de bisbille dans le cabinet. Le ministre des finances a fait de la misère à l'ancien ministre de la milice. Sir Sam Hughes a terminé en demandant des crédits de 2 millions de plus de soldats. Pourquoi ne pas insister en vigueur la loi de la milice? La province de Québec ne s'opposera pas à cette mesure.

Sir Thomas White, ministre des finances, celui que l'on dit avoir été le grand antagoniste de Sam

Hughes, prend la parole immédiatement après le ministre de la milice. Il se défend énergiquement du reproche d'avoir intrigué contre un collègue. Il a toujours aidé et un patriote sincère. Il a parfois différé d'opinion avec lui, mais il lui a toujours accordé dans l'administration de son départ, avant tous les fonds qu'il jugeait nécessaires. Le ministre clôt sa brève réponse par un appel au patriotisme. M. Bellemare, député de Maskinongie, lui succède. M. Bellemare parle en français et se prononce contre la conscription. Il demande encore l'accroissement de la production agricole, de la fabrication des munitions.

Jeudi, le 1er février

Le ministre des finances dépose aujourd'hui sur la table du greffier des communes la liste des prévisions budgétaires pour 1917-18. Elles sont de 203 millions. On y ajoute les 500 millions du budget de la guerre, nous aurons 703 millions de dépenses ordinaires et extraordinaires au cours de 1917-18. Nos législateurs ont perdu une bonne partie de leur journée à entendre le député de Saint-Laurent proposer en faveur de la loi de la peine capitale. Ça a été une discussion. Son projet est toujours étriqué dans les comités.

Vendredi, le 3 février

On parle aujourd'hui finances de guerre, nouveaux emprunts et

dette nationale. Hier le gouvernement a voté 203 millions pour les dépenses ordinaires pour l'année, aujourd'hui il lui demande un crédit de 500 millions. C'est le budget de guerre de 1917-18. Notre dette nationale est maintenant de 745 millions, outre une cinquantaine de millions dus à l'Angleterre. Tout fait prévoir que la dette nationale dépassera le milliard à la fin de l'année 1917.

M. Rainville, député de Verchères, a été nommé vice-président de la chambre. M. Blomfield a expliqué aux communes la véritable portée de ses déclarations de Saint-Rose.

Samedi, le 3 janvier

La carabine Ross fait les frais du débat. M. Carvell, député oppositionniste, ouvre le feu. La carabine Ross ne paraît plus avoir aux Communes qu'un seul partisan: Sam Hughes. M. Carvell défend la carabine Ross. M. Carvell ne les raisons qui ont décidé le gouvernement à rejeter la carabine Ross et à revenir à la carabine Lee-Enfield. Mais cela ne satisfait pas M. Carvell qui revient à la charge. Il est suivi de M. Oliver. La mesure déborde et le premier ministre répond à M. Oliver que le gouvernement n'est pas responsable de l'adoption de la carabine Ross. C'est un héritage que le parti conservateur tient du parti libéral. Quelques mots indignés de M. Oliver terminent ce débat.

Lundi, le 3 février

La carabine Ross est de nouveau à l'ordre du jour. L'opposition attaque vigoureusement le gouvernement qui répond du tir au tir. Le gouvernement canadien s'est tenu au gouvernement impérial quant à la nécessité de rejeter la carabine Ross. Le gouvernement a dit acheter de nouvelles carabines Ross, mais c'est parce qu'un contrat signé par le gouvernement libéral l'y forçait. M. Carvell a fait un discours. M. Meighen, elle est imputable aux libéraux. Au cours de ce débat, il a demandé de renseignements de M. MacLean, député libéral. M. Carvell a répondu que les libéraux déclarent la majeure partie des actions de la compagnie Ross et qu'ils contrôlaient en outre plusieurs usines fabriquant des carabines Ross. Le gouvernement a dit acheter de nouvelles carabines Ross, mais c'est parce qu'un contrat signé par le gouvernement libéral l'y forçait.

Jeudi, le 1er février

Le ministre des finances dépose aujourd'hui sur la table du greffier des communes la liste des prévisions budgétaires pour 1917-18. Elles sont de 203 millions. On y ajoute les 500 millions du budget de la guerre, nous aurons 703 millions de dépenses ordinaires et extraordinaires au cours de 1917-18. Nos législateurs ont perdu une bonne partie de leur journée à entendre le député de Saint-Laurent proposer en faveur de la loi de la peine capitale. Ça a été une discussion. Son projet est toujours étriqué dans les comités.

Vendredi, le 3 février

On parle aujourd'hui finances de guerre, nouveaux emprunts et

dette nationale. Hier le gouvernement a voté 203 millions pour les dépenses ordinaires pour l'année, aujourd'hui il lui demande un crédit de 500 millions. C'est le budget de guerre de 1917-18. Notre dette nationale est maintenant de 745 millions, outre une cinquantaine de millions dus à l'Angleterre. Tout fait prévoir que la dette nationale dépassera le milliard à la fin de l'année 1917.

M. Rainville, député de Verchères, a été nommé vice-président de la chambre. M. Blomfield a expliqué aux communes la véritable portée de ses déclarations de Saint-Rose.

Samedi, le 3 janvier

La carabine Ross fait les frais du débat. M. Carvell, député oppositionniste, ouvre le feu. La carabine Ross ne paraît plus avoir aux Communes qu'un seul partisan: Sam Hughes. M. Carvell défend la carabine Ross. M. Carvell ne les raisons qui ont décidé le gouvernement à rejeter la carabine Ross et à revenir à la carabine Lee-Enfield. Mais cela ne satisfait pas M. Carvell qui revient à la charge. Il est suivi de M. Oliver. La mesure déborde et le premier ministre répond à M. Oliver que le gouvernement n'est pas responsable de l'adoption de la carabine Ross. C'est un héritage que le parti conservateur tient du parti libéral. Quelques mots indignés de M. Oliver terminent ce débat.

Lundi, le 3 février

La carabine Ross est de nouveau à l'ordre du jour. L'opposition attaque vigoureusement le gouvernement qui répond du tir au tir. Le gouvernement canadien s'est tenu au gouvernement impérial quant à la nécessité de rejeter la carabine Ross. Le gouvernement a dit acheter de nouvelles carabines Ross, mais c'est parce qu'un contrat signé par le gouvernement libéral l'y forçait.

Jeudi, le 1er février

Le ministre des finances dépose aujourd'hui sur la table du greffier des communes la liste des prévisions budgétaires pour 1917-18. Elles sont de 203 millions. On y ajoute les 500 millions du budget de la guerre, nous aurons 703 millions de dépenses ordinaires et extraordinaires au cours de 1917-18. Nos législateurs ont perdu une bonne partie de leur journée à entendre le député de Saint-Laurent proposer en faveur de la loi de la peine capitale. Ça a été une discussion. Son projet est toujours étriqué dans les comités.

Vendredi, le 3 février

On parle aujourd'hui finances de guerre, nouveaux emprunts et

dette nationale. Hier le gouvernement a voté 203 millions pour les dépenses ordinaires pour l'année, aujourd'hui il lui demande un crédit de 500 millions. C'est le budget de guerre de 1917-18. Notre dette nationale est maintenant de 745 millions, outre une cinquantaine de millions dus à l'Angleterre. Tout fait prévoir que la dette nationale dépassera le milliard à la fin de l'année 1917.

M. Rainville, député de Verchères, a été nommé vice-président de la chambre. M. Blomfield a expliqué aux communes la véritable portée de ses déclarations de Saint-Rose.

Samedi, le 3 janvier

La carabine Ross fait les frais du débat. M. Carvell, député oppositionniste, ouvre le feu. La carabine Ross ne paraît plus avoir aux Communes qu'un seul partisan: Sam Hughes. M. Carvell défend la carabine Ross. M. Carvell ne les raisons qui ont décidé le gouvernement à rejeter la carabine Ross et à revenir à la carabine Lee-Enfield. Mais cela ne satisfait pas M. Carvell qui revient à la charge. Il est suivi de M. Oliver. La mesure déborde et le premier ministre répond à M. Oliver que le gouvernement n'est pas responsable de l'adoption de la carabine Ross. C'est un héritage que le parti conservateur tient du parti libéral. Quelques mots indignés de M. Oliver terminent ce débat.

Lundi, le 3 février

La carabine Ross est de nouveau à l'ordre du jour. L'opposition attaque vigoureusement le gouvernement qui répond du tir au tir. Le gouvernement canadien s'est tenu au gouvernement impérial quant à la nécessité de rejeter la carabine Ross. Le gouvernement a dit acheter de nouvelles carabines Ross, mais c'est parce qu'un contrat signé par le gouvernement libéral l'y forçait.

Jeudi, le 1er février

Le ministre des finances dépose aujourd'hui sur la table du greffier des communes la liste des prévisions budgétaires pour 1917-18. Elles sont de 203 millions. On y ajoute les 500 millions du budget de la guerre, nous aurons 703 millions de dépenses ordinaires et extraordinaires au cours de 1917-18. Nos législateurs ont perdu une bonne partie de leur journée à entendre le député de Saint-Laurent proposer en faveur de la loi de la peine capitale. Ça a été une discussion. Son projet est toujours étriqué dans les comités.

Vendredi, le 3 février

On parle aujourd'hui finances de guerre, nouveaux emprunts et

dette nationale. Hier le gouvernement a voté 203 millions pour les dépenses ordinaires pour l'année, aujourd'hui il lui demande un crédit de 500 millions. C'est le budget de guerre de 1917-18. Notre dette nationale est maintenant de 745 millions, outre une cinquantaine de millions dus à l'Angleterre. Tout fait prévoir que la dette nationale dépassera le milliard à la fin de l'année 1917.

M. Rainville, député de Verchères, a été nommé vice-président de la chambre. M. Blomfield a expliqué aux communes la véritable portée de ses déclarations de Saint-Rose.

Samedi, le 3 janvier

La carabine Ross fait les frais du débat. M. Carvell, député oppositionniste, ouvre le feu. La carabine Ross ne paraît plus avoir aux Communes qu'un seul partisan: Sam Hughes. M. Carvell défend la carabine Ross. M. Carvell ne les raisons qui ont décidé le gouvernement à rejeter la carabine Ross et à revenir à la carabine Lee-Enfield. Mais cela ne satisfait pas M. Carvell qui revient à la charge. Il est suivi de M. Oliver. La mesure déborde et le premier ministre répond à M. Oliver que le gouvernement n'est pas responsable de l'adoption de la carabine Ross. C'est un héritage que le parti conservateur tient du parti libéral. Quelques mots indignés de M. Oliver terminent ce débat.

Lundi, le 3 février

La carabine Ross est de nouveau à l'ordre du jour. L'opposition attaque vigoureusement le gouvernement qui répond du tir au tir. Le gouvernement canadien s'est tenu au gouvernement impérial quant à la nécessité de rejeter la carabine Ross. Le gouvernement a dit acheter de nouvelles carabines Ross, mais c'est parce qu'un contrat signé par le gouvernement libéral l'y forçait.

Jeudi, le 1er février

Le ministre des finances dépose aujourd'hui sur la table du greffier des communes la liste des prévisions budgétaires pour 1917-18. Elles sont de 203 millions. On y ajoute les 500 millions du budget de la guerre, nous aurons 703 millions de dépenses ordinaires et extraordinaires au cours de 1917-18. Nos législateurs ont perdu une bonne partie de leur journée à entendre le député de Saint-Laurent proposer en faveur de la loi de la peine capitale. Ça a été une discussion. Son projet est toujours étriqué dans les comités.

Vendredi, le 3 février

On parle aujourd'hui finances de guerre, nouveaux emprunts et

dette nationale. Hier le gouvernement a voté 203 millions pour les dépenses ordinaires pour l'année, aujourd'hui il lui demande un crédit de 500 millions. C'est le budget de guerre de 1917-18. Notre dette nationale est maintenant de 745 millions, outre une cinquantaine de millions dus à l'Angleterre. Tout fait prévoir que la dette nationale dépassera le milliard à la fin de l'année 1917.

M. Rainville, député de Verchères, a été nommé vice-président de la chambre. M. Blomfield a expliqué aux communes la véritable portée de ses déclarations de Saint-Rose.

Samedi, le 3 janvier

La carabine Ross fait les frais du débat. M. Carvell, député oppositionniste, ouvre le feu. La carabine Ross ne paraît plus avoir aux Communes qu'un seul partisan: Sam Hughes. M. Carvell défend la carabine Ross. M. Carvell ne les raisons qui ont décidé le gouvernement à rejeter la carabine Ross et à revenir à la carabine Lee-Enfield. Mais cela ne satisfait pas M. Carvell qui revient à la charge. Il est suivi de M. Oliver. La mesure déborde et le premier ministre répond à M. Oliver que le gouvernement n'est pas responsable de l'adoption de la carabine Ross. C'est un héritage que le parti conservateur tient du parti libéral. Quelques mots indignés de M. Oliver terminent ce débat.

Lundi, le 3 février

La carabine Ross est de nouveau à l'ordre du jour. L'opposition attaque vigoureusement le gouvernement qui répond du tir au tir. Le gouvernement canadien s'est tenu au gouvernement impérial quant à la nécessité de rejeter la carabine Ross. Le gouvernement a dit acheter de nouvelles carabines Ross, mais c'est parce qu'un contrat signé par le gouvernement libéral l'y forçait.

Jeudi, le 1er février

Le ministre des finances dépose aujourd'hui sur la table du greffier des communes la liste des prévisions budgétaires pour 1917-18. Elles sont de 203 millions. On y ajoute les 500 millions du budget de la guerre, nous aurons 703 millions de dépenses ordinaires et extraordinaires au cours de 1917-18. Nos législateurs ont perdu une bonne partie de leur journée à entendre le député de Saint-Laurent proposer en faveur de la loi de la peine capitale. Ça a été une discussion. Son projet est toujours étriqué dans les comités.

Vendredi, le 3 février

On parle aujourd'hui finances de guerre, nouveaux emprunts et

dette nationale. Hier le gouvernement a voté 203 millions pour les dépenses ordinaires pour l'année, aujourd'hui il lui demande un crédit de 500 millions. C'est le budget de guerre de 1917-18. Notre dette nationale est maintenant de 745 millions, outre une cinquantaine de millions dus à l'Angleterre. Tout fait prévoir que la dette nationale dépassera le milliard à la fin de l'année 1917.

M. Rainville, député de Verchères, a été nommé vice-président de la chambre. M. Blomfield a expliqué aux communes la véritable portée de ses déclarations de Saint-Rose.

Samedi, le 3 janvier

La carabine Ross fait les frais du débat. M. Carvell, député oppositionniste, ouvre le feu. La carabine Ross ne paraît plus avoir aux Communes qu'un seul partisan: Sam Hughes. M. Carvell défend la carabine Ross. M. Carvell ne les raisons qui ont décidé le gouvernement à rejeter la carabine Ross et à revenir à la carabine Lee-Enfield. Mais cela ne satisfait pas M. Carvell qui revient à la charge. Il est suivi de M. Oliver. La mesure déborde et le premier ministre répond à M. Oliver que le gouvernement n'est pas responsable de l'adoption de la carabine Ross. C'est un héritage que le parti conservateur tient du parti libéral. Quelques mots indignés de M. Oliver terminent ce débat.

Lundi, le 3 février

La carabine Ross est de nouveau à l'ordre du jour. L'opposition attaque vigoureusement le gouvernement qui répond du tir au tir. Le gouvernement canadien s'est tenu au gouvernement impérial quant à la nécessité de rejeter la carabine Ross. Le gouvernement a dit acheter de nouvelles carabines Ross, mais c'est parce qu'un contrat signé par le gouvernement libéral l'y forçait.

Jeudi, le 1er février

Le ministre des finances dépose aujourd'hui sur la table du greffier des communes la liste des prévisions budgétaires pour 1917-18. Elles sont de 203 millions. On y ajoute les 500 millions du budget de la guerre, nous aurons 703 millions de dépenses ordinaires et extraordinaires au cours de 1917-18. Nos législateurs ont perdu une bonne partie de leur journée à entendre le député de Saint-Laurent proposer en faveur de la loi de la peine capitale. Ça a été une discussion. Son projet est toujours étriqué dans les comités.

Vendredi, le 3 février

On parle aujourd'hui finances de guerre, nouveaux emprunts et

dette nationale. Hier le gouvernement a voté 203 millions pour les dépenses ordinaires pour l'année, aujourd'hui il lui demande un crédit de 500 millions. C'est le budget de guerre de 1917-18. Notre dette nationale est maintenant de 745 millions, outre une cinquantaine de millions dus à l'Angleterre. Tout fait prévoir que la dette nationale dépassera le milliard à la fin de l'année 1917.

M. Rainville, député de Verchères, a été nommé vice-président de la chambre. M. Blomfield a expliqué aux communes la véritable portée de ses déclarations de Saint-Rose.

Samedi, le 3 janvier

La carabine Ross fait les frais du débat. M. Carvell, député oppositionniste, ouvre le feu. La carabine Ross ne paraît plus avoir aux Communes qu'un seul partisan: Sam Hughes. M. Carvell défend la carabine Ross. M. Carvell ne les raisons qui ont décidé le gouvernement à rejeter la carabine Ross et à revenir à la carabine Lee-Enfield. Mais cela ne satisfait pas M. Carvell qui revient à la charge. Il est suivi de M. Oliver. La mesure déborde et le premier ministre répond à M. Oliver que le gouvernement n'est pas responsable de l'adoption de la carabine Ross. C'est un héritage que le parti conservateur tient du parti libéral. Quelques mots indignés de M. Oliver terminent ce débat.

Lundi, le 3 février

La carabine Ross est de nouveau à l'ordre du jour. L'opposition attaque vigoureusement le gouvernement qui répond du tir au tir. Le gouvernement canadien s'est tenu au gouvernement impérial quant à la nécessité de rejeter la carabine Ross. Le gouvernement a dit acheter de nouvelles carabines Ross, mais c'est parce qu'un contrat signé par le gouvernement libéral l'y forçait.

Imp. publié par la
WEST CO. P.B. CO., LTD.
619 Ave. McDermott
Téléphones - - Garry 4264-4265

M. Joseph-Hector Tremblay, chef de la maison J.-H. Tremblay et Cie, est décédé subitement mardi midi, à sa résidence, 739 avenue Woakey. Rien ne faisait prévoir sa fin, aussi soudaine. M. Tremblay s'était senti indisposé le matin, mais à midi tout semblait aller pour le mieux. Il se sentait mieux et se reposait. Quelques minutes plus tard, son fils Hector dit à sa mère que son père dormait paisiblement. Mme Tremblay accourut au chevet de son mari, mais déjà il était mort, froidement par une syncope. M. Tremblay n'était âgé que de 38 ans et n'avait jamais été malade. Il était né à Saint-Etienne de Beauharnois. Il vint au Manitoba en 1913. En quelques années il s'était par son talent et son énergie une belle situation dans le monde des entrepreneurs. Il était président de la compagnie J.-H. Tremblay, qui a son siège à la construction de l'école technique Kelvin, de la bibliothèque publique d'Assiniboia, du séminaire de Saint-Basile, des écoles Greenway, Provencher et Taché, etc.

M. Tremblay est survécu par son père, M. Isidore Tremblay, quatre frères au Manitoba, MM. Joseph, Désiré, Albert et Simon Tremblay. M. Tremblay, né Catherine Flanagan, un fils, Hector, deux filles, Louise et Jeanne.

Le Manitoba perd en M. Tremblay l'un de ses meilleurs citoyens. Peu d'hommes ont autant que lui contribué au maintien et au succès de l'école française de la paroisse du Sacré-Cœur de Winnipeg. Il portait aussi, un intérêt spécial à l'œuvre de la presse catholique au Manitoba. Il était président de la compagnie qui publie la Liberté.

C'est pour nous non seulement un devoir de sympathie mais aussi de reconnaissance que de nous unir à la famille et de lui apporter notre respectueux et sincère hommage au bon citoyen qui la mort vient de enlever si prématurément.

Vendredi, jour des funérailles qui auront lieu en l'église du Sacré-Cœur, nos ateliers et bureaux fermeront de 10 à 11 heures l'après-midi.

Le Manitoba perd en M. Tremblay l'un de ses meilleurs citoyens. Peu d'hommes ont autant que lui contribué au maintien et au succès de l'école française de la paroisse du Sacré-Cœur de Winnipeg. Il portait aussi, un intérêt spécial à l'œuvre de la presse catholique au Manitoba. Il était président de la compagnie qui publie la Liberté.

C
